

# Un nombre croissant d'enfants et d'adolescents ne sont pas scolarisés car l'aide n'est pas à la hauteur

## DOCUMENT D'ORIENTATION 22 / FICHE D'INFORMATION 31

JUILLET 2015

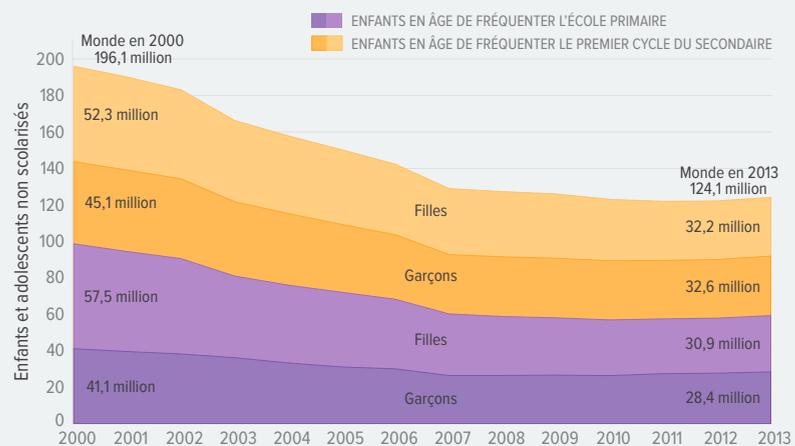
Conjointement publié par l'Institut de statistique de l'UNESCO et le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, le présent document montre que le nombre d'enfants et de jeunes adolescents non scolarisés augmente et qu'il s'élevait à 124 millions en 2013. Alors que les pays luttent pour l'accès universel aux enseignements primaire et secondaire en tentant d'atteindre les nouveaux Objectifs de développement durable, la communauté internationale doit considérablement augmenter l'aide à l'éducation octroyée aux pays dont les besoins sont les plus importants. Bien que l'aide internationale en faveur de l'éducation ait légèrement augmenté en 2013, elle demeure en-deçà des niveaux atteints en 2010.

Les nouvelles données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) montrent que le nombre global d'enfants et de jeunes adolescents non scolarisés augmente alors que la communauté internationale fixe un nouvel objectif de développement durable qui inclut la scolarisation universelle dans l'enseignement secondaire. Selon les données de l'ISU pour l'année scolaire qui s'est achevée en 2013, 124 millions d'enfants et de jeunes adolescents, d'un âge habituellement compris entre 6 et 15 ans, ne sont jamais allés à l'école ou l'ont abandonnée, contre 122 millions en 2011 (voir **Figure 1**).

Le nombre global d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire non scolarisés a augmenté de 2,4 millions entre 2010 à 2013, et était supérieur à 59 millions. Ce chiffre nous rappelle que malheureusement, la communauté internationale n'a pas tenu sa promesse initiale d'offrir un enseignement primaire à tous les enfants d'ici à 2015. L'augmentation témoigne également d'un contraste frappant par rapport aux progrès réalisés depuis le début du siècle, période où la communauté internationale s'était engagée à atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle. Selon les données, 1 enfant en

**FIGURE 1**

Nombre total d'enfants et d'adolescents non scolarisés, entre 2000 et 2013



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

âge de fréquenter l'école primaire (généralement, de 6 à 11 ans) sur 11 (ou 9 %) continue de se voir priver du droit à l'éducation.

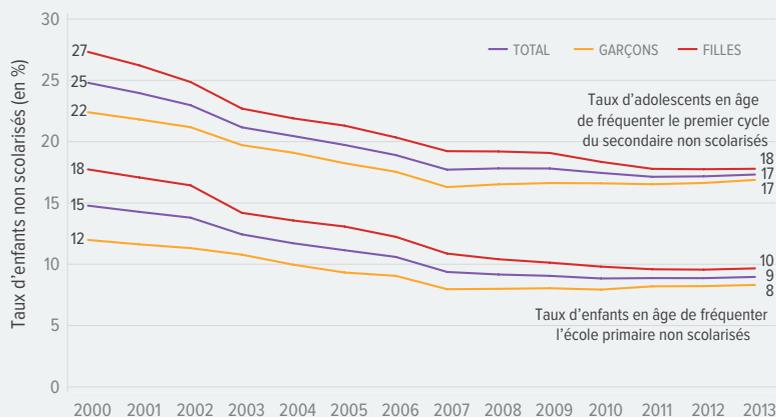
Un nombre croissant de jeunes adolescents sont également non scolarisés : au plan mondial, en 2013, leur nombre était proche des 65 millions. Les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire (généralement, de 12 à 15 ans) – dont 1 sur 6 (17 %) ne sont pas scolarisés – sont presque deux fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés que les enfants en âge de fréquenter l'école primaire.

Au cours de ces dernières années, les efforts visant à combler l'écart entre les sexes ont également fléchi. Bien que l'écart soit considérablement moins important qu'au début des années 2000, les données de l'ISU montrent de faibles améliorations au cours de ces dernières années, en dépit des nombreuses campagnes et initiatives destinées à lever les obstacles à la scolarisation des filles. En 2013, parmi les enfants en âge de fréquenter l'école primaire, 1 fille sur 10 et 1 garçon sur 12 n'étaient pas scolarisés (voir **Figure 2**). Parmi les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire, la proportion de garçons et de filles était presque égale. Bien que le nombre de filles qui entrent à l'école primaire soit relativement moins élevé, elles sont moins susceptibles d'abandonner et plus susceptibles que les garçons de poursuivre leurs études dans le secondaire, selon les données de l'ISU. Si l'on se penche sur les chiffres combinés des enfants en âge de fréquenter le primaire et le premier cycle du secondaire, on observe qu'en 2013, 1 fille sur 8 et 1 garçon sur 9 n'étaient pas scolarisés.

Deux raisons expliquent la récente augmentation du nombre d'enfants et d'adolescents non scolarisés. Tout d'abord, un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne rencontrent des difficultés pour faire face à la demande croissante en éducation d'une population en âge d'être scolarisée qui continue d'augmenter. Par ailleurs, les formidables progrès réalisés au début du siècle étaient dus en grande partie aux mesures de grande ampleur prises pour améliorer l'accès à l'éducation, telles que l'abolition des frais de scolarité et la construction de nouvelles écoles. Cependant, un [rapport](#) récemment publié par l'ISU et l'UNICEF montre

**FIGURE 2**

Taux mondial d'enfants non scolarisés, enfants en âge de fréquenter l'école primaire et enfants en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire, entre 2000 et 2013



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

que nous ne pouvons plus continuer à appliquer les stratégies du statu quo qui se contentent d'augmenter le nombre d'enseignants, de classes et de manuels.<sup>1</sup> Des interventions ciblées sont nécessaires pour atteindre les enfants et les adolescents les plus marginalisés qui, aujourd'hui, ne sont pas scolarisés, notamment ceux qui souffrent d'un handicap, qui appartiennent à des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, et qui sont affectés par un conflit armé.

L'Inde, par exemple, octroie des ressources financières afin d'aider les enfants handicapés à aller dans des écoles générales et à adapter les infrastructures scolaires. Par ailleurs, les enseignants bénéficient d'une formation sur l'éducation inclusive, et des centres de ressources ont été créés afin d'aider les groupements d'écoles. Au Vietnam, de nouvelles politiques ont été élaborées sur la langue d'instruction afin de dispenser des enseignements plus adaptés à des groupes ethniques spécifiques (UNICEF et USU, 2014d).

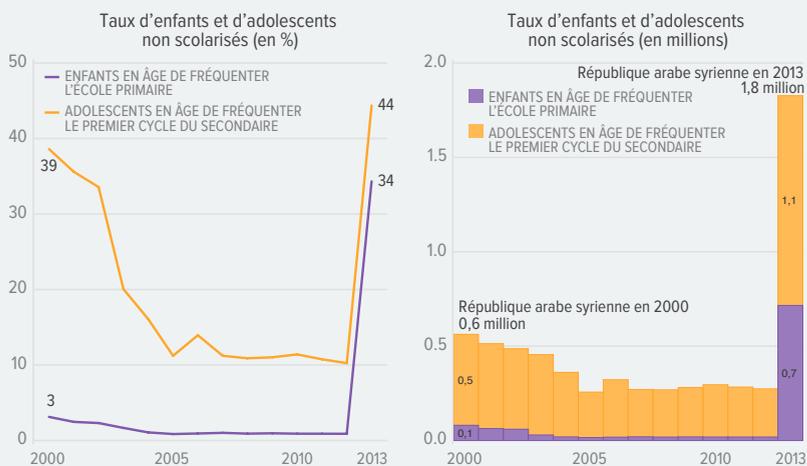
### *Le conflit armé a un impact énorme sur l'éducation en République arabe syrienne*

Le cas de la République arabe syrienne démontre les conséquences dévastatrices de la guerre sur l'éducation des enfants. En 2000, le pays avait atteint l'objectif de l'éducation primaire universelle. Cependant, la guerre civile se propageant, le nombre d'enfants et d'adolescents non scolarisés est passé de 0,3 million en 2012 à 1,8 million fin 2013 (voir **Figure 3**). Les inscriptions dans les classes, de la première à la douzième année, ont baissé de 35 % entre les années scolaires 2011-2012 et 2012-2013. Par conséquent, 1 enfant sur 3 en âge

de fréquenter l'école primaire et plus de 2 adolescents sur 5 en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire ne sont pas scolarisés, ce qui annule tous les progrès réalisés depuis le début du siècle. De nombreuses familles ont été déplacées à l'intérieur de leur propre pays ou ont fui vers des pays voisins. À lui seul, en mai 2015, le Liban avait accueilli près de 1,2 million de réfugiés syriens, et selon certaines estimations, en 2013, près de 90 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire et le premier cycle du secondaire et réfugiés dans ce pays n'étaient pas scolarisés.<sup>2</sup>

**FIGURE 3**

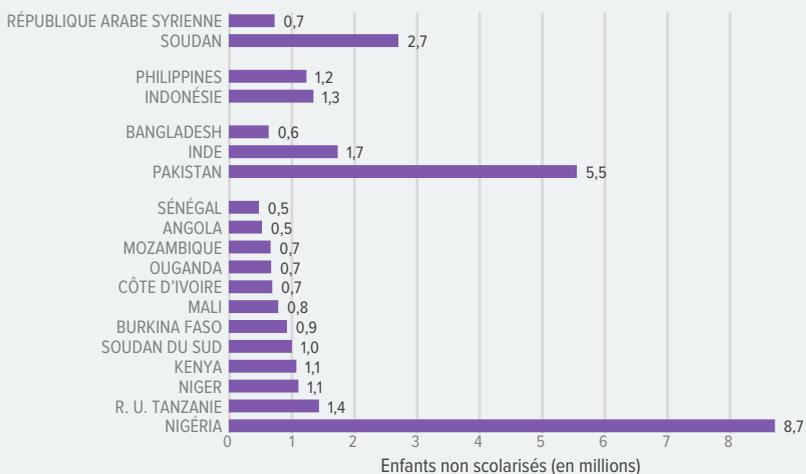
Enfants et adolescents non scolarisés en République arabe syrienne, entre 2000 et 2013



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

**FIGURE 4**

Enfants en âge de fréquenter l'école primaire non scolarisés dans une sélection de pays, 2013 ou année la plus récente



**Notes:** Les données du Sénégal ont été recueillies en 2014. Les données de l'Inde, du Kenya et du Soudan ont été recueillies en 2012. Les données de l'Angola et du Soudan du Sud ont été recueillies en 2011. Les données du Bangladesh et du Nigéria ont été recueillies en 2010.

Source : Base de données de [l'Institut de statistique de l'UNESCO](#)

### La plupart des enfants non scolarisés vivent dans un petit nombre de pays

La République arabe syrienne n'est pas le seul pays où un grand nombre d'enfants et d'adolescents ne sont pas scolarisés. D'après les dernières données de l'ISU, on retrouve dans au moins 19 pays un nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter le primaire supérieur à 500 000 (voir **Figure 4**). Combinés, ces pays abritaient la moitié du nombre mondial des enfants non scolarisés. Au moins 1 million d'enfants étaient privés du droit à l'éducation dans chacun des pays suivants : Inde, Indonésie, Kenya, Niger, Nigéria, Pakistan, Philippines, Soudan du Sud, Soudan et République unie de

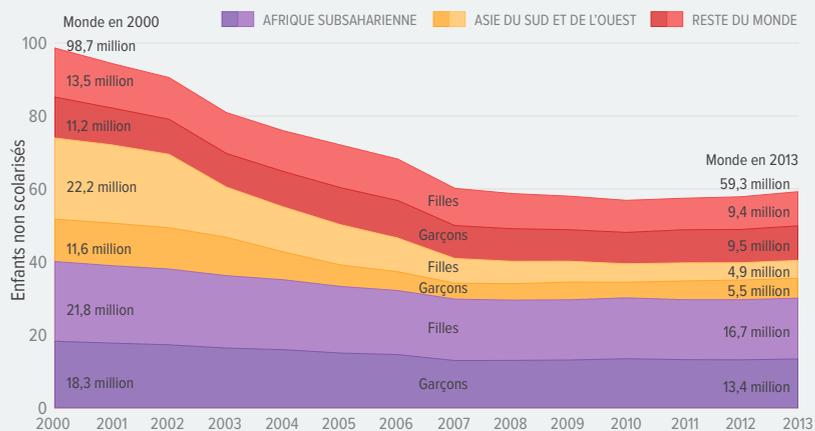
Tanzanie. Il est important de souligner que la Figure 4 ne comprend pas certains pays tels que l'Afghanistan, la République démocratique du Congo ou la Somalie, qui ont un grand nombre d'enfants non scolarisés, mais qui manquent de données précises.

Comme de nombreux pays ne disposent pas de données récentes, la situation des jeunes adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire est plus floue. Par exemple, l'Inde a réalisé des progrès impressionnants dans le primaire, mais rencontre des difficultés pour atteindre les mêmes objectifs dans le secondaire. En 2011, dernière année pour laquelle des données étaient disponibles, plus de 16 millions de jeunes adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire n'étaient pas scolarisés en Inde. Par ailleurs, le Bangladesh, l'Indonésie, le Mexique, le Niger, le Pakistan et la République arabe syrienne avaient chacun plus d'1 million d'adolescents non scolarisés. Il est important de faire remarquer que certains pays où les enfants en âge de fréquenter l'école primaire non scolarisés sont nombreux ne disposent pas de données récentes sur les adolescents exclus ; c'est notamment le cas en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Nigeria, au Sénégal, au Soudan du Sud et en République unie de Tanzanie.

Sur les 59 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui n'étaient pas scolarisés en 2013, 30 millions vivaient en Afrique subsaharienne et

**FIGURE 5**

Nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire non scolarisés, entre 2000 et 2013

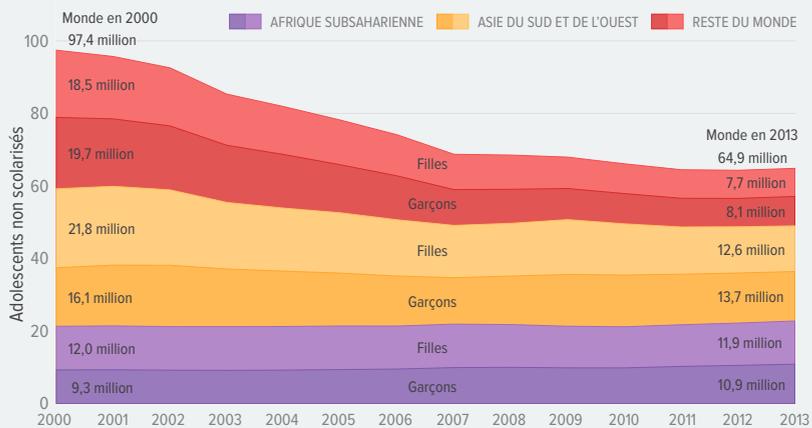


Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

10 millions en Asie du Sud et de l'Ouest (voir **Figure 5**). Pour les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire, l'ordre était inversé : sur les 65 millions d'adolescents non scolarisés en 2013, 26 millions vivaient en Asie du Sud et de l'Ouest et 23 millions en Afrique subsaharienne (voir **Figure 6**). L'Afrique subsaharienne est cependant la seule région dans laquelle le nombre d'adolescents non scolarisés a augmenté (de 21 millions en 2000, il est passé à 23 millions en 2013), une conséquence de l'augmentation rapide de la population.

**FIGURE 6**

Nombre d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire non scolarisés, entre 2000 et 2013



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

L'Afrique subsaharienne est également la région où les disparités entre les sexes sont les plus importantes : les filles représentent 55 % de l'ensemble des enfants non scolarisés et 52 % de l'ensemble des adolescents non scolarisés. En Asie du Sud et de l'Ouest, en revanche, les filles représentent seulement 47 % de l'ensemble des enfants non scolarisés et seulement 48 % de l'ensemble des adolescents non scolarisés. Néanmoins, ces chiffres s'expliquent en grande partie par le fait que dans la population totale, le nombre de garçons est supérieur au nombre des filles.

## Remédier au problème de la promesse non tenue qui avait été faite à 24 millions d'enfants qui n'iront jamais à l'école

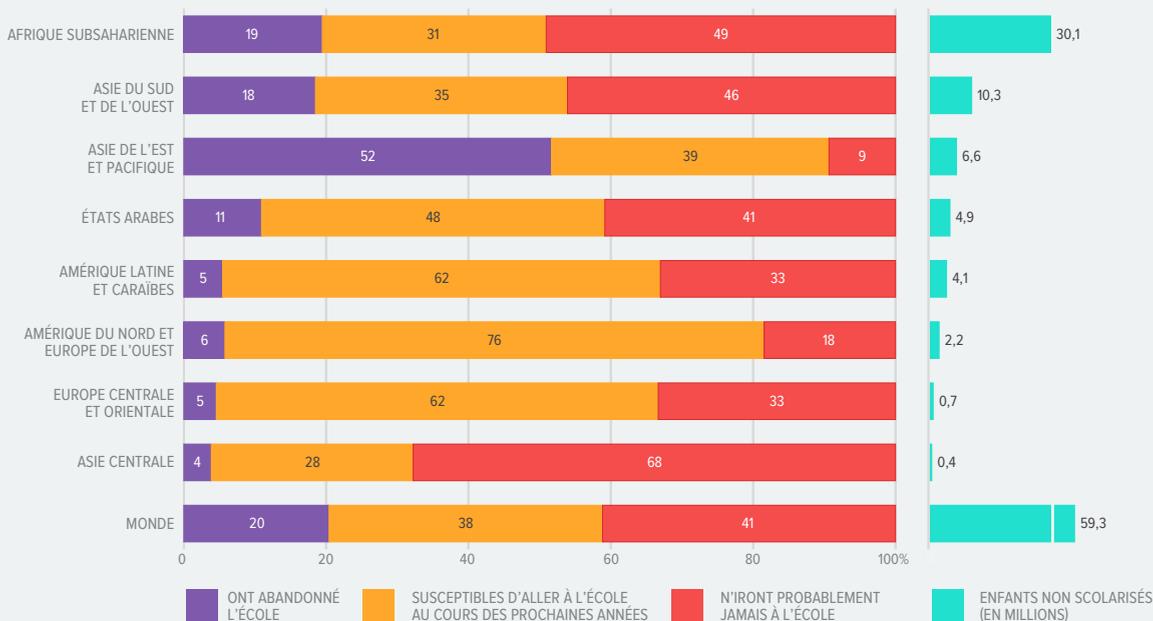
En septembre 2015, l'Organisation des Nations Unies doit adopter un nouvel ensemble d'objectifs de développement durable qui préconiseront l'éducation universelle pour le primaire et le secondaire. L'ambition qui sous-tend ces objectifs constitue un progrès réel si les gouvernements nationaux et la communauté internationale sont prêts à mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre l'ensemble des enfants et des adolescents. Alors que les pays et les donateurs cherchent à élargir l'accès aux niveaux supérieurs, nous ne devons pas perdre de vue les millions d'enfants qui n'iront jamais à l'école.

Pour mieux évaluer les défis à relever, l'ISU produit des estimations qui permettent de prévoir combien d'enfants actuellement non scolarisés iront à l'école dans les années à venir (voir **Figure 7**). Au plan mondial, 41 % ou 24 millions de l'ensemble des enfants non scolarisés ne sont jamais allés à l'école et ont peu de chances d'y aller un jour si les tendances actuelles perdurent. Environ 20 % de ces enfants sont allés à l'école mais n'ont pas pu poursuivre leurs études, et 38 % sont susceptibles d'aller à l'école tardivement et dépasseront l'âge officiellement prescrit pour leur année d'étude.

La situation est particulièrement mauvaise en Afrique subsaharienne où la moitié des 30 millions d'enfants non scolarisés ne s'inscriront jamais à l'école. Environ 19 % d'entre eux ont réussi à commencer des études mais ont

**FIGURE 7**

Exposition scolaire des enfants en âge de fréquenter l'école primaire non scolarisés, par régions, en 2013



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

abandonné et 31 % sont susceptibles d'aller à l'école tardivement. Les filles sont confrontées aux obstacles les plus difficiles à surmonter : 56 % des filles non scolarisées de la région n'iront jamais à l'école, contre 41 % des garçons.

Des tendances similaires ont été observées en Asie du Sud et de l'Ouest, la région qui compte le deuxième nombre d'enfants non scolarisés le plus important. Ces chiffres font cependant apparaître une différence majeure : les disparités entre les sexes sont encore plus criantes. Selon les estimations de l'ISU, 80 % des filles non scolarisées de la région sont peu susceptibles d'aller un jour à l'école, contre 16 % des garçons non scolarisés de la région, dont la plupart sont susceptibles de s'inscrire à l'école tardivement.

## L'aide à l'éducation demeure inappropriée et mal ciblée

En 2000, la communauté internationale a affirmé « Aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources ». Les derniers chiffres de l'ISU montrant que 124 millions d'enfants et d'adolescents n'étaient toujours pas scolarisés, les donateurs devront déployer des efforts nettement supérieurs s'ils veulent tenir leur promesse et réaliser le programme très ambitieux adopté au Forum mondial sur l'éducation, à Incheon, en République de Corée, en mai 2015.

Le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous a estimé que – même si les pays mobilisent davantage de ressources publiques en faveur de l'éducation – il faudra combler un déficit de financement annuel d'au moins 22 milliards de dollars US pour atteindre l'objectif d'un accès de tous les adolescents au premier cycle du secondaire de qualité d'ici à 2030. Le déficit atteint 39 milliards de dollars US si l'on veut atteindre la même année l'objectif d'un accès de tous les adolescents au second cycle du secondaire. Dans les pays à faible revenu, les financements extérieurs devront couvrir 42 % des coûts totaux. En bref, sans une augmentation significative de l'aide, les chances de scolariser des millions d'enfants et d'adolescents seront compromises.

### *En dépit d'une augmentation en 2013, l'aide à l'éducation est encore inférieure aux niveaux les plus élevés*

En 2013, l'aide à l'éducation a augmenté pour la première fois en trois ans. Entre 2012 et 2013 :

- L'aide globale à l'éducation a augmenté de 6% ; elle est passée de 12,7 milliards à 13,5 milliards de dollars US.
- L'aide à l'éducation de base a – de la même façon – augmenté de 6 % ; elle est passée de 5,1 milliards à 5,4 milliards de dollars US.<sup>3</sup>

**FIGURE 8**

Décassements globaux au titre de l'aide à l'éducation, en milliards de dollars US, entre 2002 et 2013



Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2013)

- L'aide à l'enseignement secondaire a augmenté de 21 % ; avec 2,8 milliards de dollars US, c'est son plus haut niveau depuis que ces chiffres ont commencé à être observés, en 2002 (voir **Figure 8**).

Bien que l'agenda post-2015 accorde davantage d'importance à l'enseignement

post-secondaire, seule une petite partie de l'aide est actuellement destinée à renforcer les systèmes d'enseignement supérieur des pays bénéficiaires. Environ 70 % de l'aide octroyée à l'enseignement post-secondaire est distribué sous forme de bourse d'études dans les pays donateurs.

En dépit de l'augmentation, en 2013, l'aide globale à l'éducation a été inférieure de 4 % par rapport à 2010, année où elle avait atteint un chiffre record. L'aide à l'éducation de base est inférieure de 11 % au niveau octroyé en 2010. Par ailleurs, le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2015 indique que l'aide à l'éducation devrait stagner à partir de 2014, selon les plans prospectifs de dépenses établis par l'OCDE. Les pays à faible revenu devraient être les plus touchés car la plupart des augmentations de l'aide seront canalisées en faveur des pays à revenu intermédiaire, en grande partie sous la forme de prêts consentis à des conditions favorables.

Entre 2012 et 2013, l'aide à l'éducation a progressé à un rythme plus lent que l'Aide publique au développement (APD) globale.

**ENCADRÉ 1**

**Explorez les données – outils interactifs sur les enfants non scolarisés**

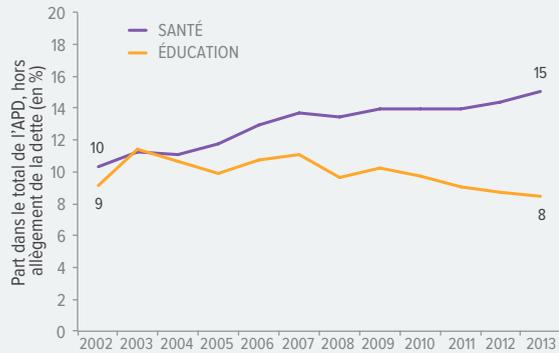
Dans quelle mesure le sexe, la richesse du ménage ou la situation géographique ont-ils une incidence sur les chances des enfants d'aller à l'école, de commencer tardivement ou d'abandonner ? Pour ces enfants, la pauvreté est-elle le plus grand obstacle à surmonter ou est-ce le fait qu'ils vivent dans une zone rurale ? Élaboré par l'ISU, un explorateur de données interactives, disponible à l'adresse suivante : <http://on.unesco.org/oosci-global>, illustre les multiples obstacles à l'éducation dans un choix de pays qui ont participé à l'**Initiative mondiale sur les enfants non scolarisés**.

Vous pouvez également explorer les nouveaux chiffres et taux mondiaux relatifs aux enfants et adolescents non scolarisés grâce à l'**eAtlas** de l'Institut. Téléchargez les données et incorporez les graphiques et cartes interactifs disponibles à partir de la page <http://on.unesco.org/oosc-map> à vos sites Web, blogs et pages de réseaux sociaux.

Enfin, vous pouvez rechercher les tendances structurelles en matière de scolarisation, d'enfants et d'adolescents ayant dépassé l'âge officiellement prescrit pour leur année d'étude ou de niveau d'éducation atteint dans le primaire et dans le premier cycle du secondaire en rapprochant les caractéristiques de population d'environ 100 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire grâce à la **World Inequality Database on Education** [Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation], disponible à l'adresse suivante : <http://www.education-inequalities.org>, du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. Vous pouvez créer des infographies et des tableaux à partir des données, et les télécharger, les imprimer ou les partager en ligne.

**FIGURE 9**

Part de la santé et de l'éducation dans le total de l'APD, hors allègement de la dette, 2002–2013



Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2013)

De ce fait, la part de l'éducation dans le total de l'APD a continué de baisser ; de 9 % en 2012, elle est passée à 8 % en 2013 – soit son plus faible niveau depuis 2002. Elle atteint à peine 3 % aux Etats-Unis et 6 % pour les institutions de l'Union européenne (EU). En revanche, l'aide au secteur de la santé a augmenté de 16 % et la part consacrée à la santé dans le total de l'APD a augmenté de 15 % en 2013 (voir **Figure 9**).<sup>4</sup>

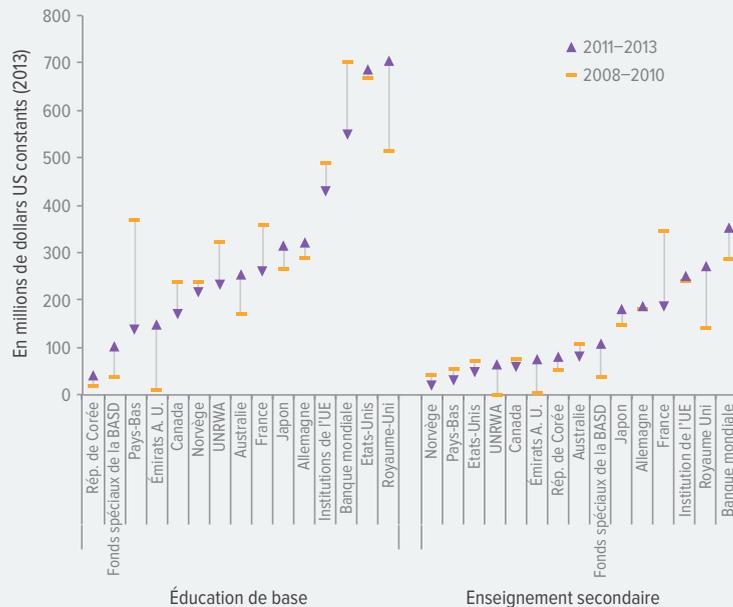
### Le déclin des engagements de plusieurs donateurs en faveur de l'éducation menace les progrès

En dépit des augmentations de l'aide à l'éducation entre 2012 et 2013, il est évident que l'engagement de plusieurs donateurs en faveur de l'éducation

décline. Par rapport à 2010, où l'aide à l'éducation atteignait le chiffre record de 14 milliards de dollars US, un grand nombre de donateurs ont diminué leur aide versée en faveur du secteur de l'éducation : entre 2008 et 2010 et entre 2011 et 2013, 19 des 47 donateurs ont diminué leur aide totale à l'éducation, 22 ont diminué leur aide en faveur de l'éducation de base et 16 ont diminué leur aide en faveur de l'enseignement secondaire. Pendant la période comprise entre 2011 et 2013, ces diminutions ont été observées parmi plusieurs des 15 plus grands donateurs en faveur de l'éducation (voir **Figure 10**).

**FIGURE 10**

Décroissements d'aide en faveur de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire, par donateur, entre 2008 et 2010 et entre 2011 et 2013



**Note :** La figure inclut l'aide versée en faveur de l'éducation par les 15 plus grands donateurs bilatéraux et multilatéraux entre 2011 et 2013. Les abréviations suivantes sont utilisées : l'UNRWA est l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et la BASD est la Banque asiatique de développement.

Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2013)

Parmi les plus grands donateurs bilatéraux, le Canada et les Pays-Bas ont diminué leur aide en faveur de l'éducation de base, alors que la France et les Pays-Bas ont diminué leur aide en faveur de l'enseignement secondaire. Parmi les plus grands donateurs multilatéraux, l'UE et la Banque

mondiale ont également diminué leur aide en faveur de l'éducation de base de façon significative entre les périodes 2008-2010 et 2011-2013.

La récente augmentation de l'aide combinée en faveur de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire a en grande partie été soutenue par une poignée de donateurs, tels que les Émirats arabes unis et le Royaume-Uni. La forte augmentation des financements octroyés par les Émirats arabes unis en faveur de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire s'explique en grande partie par l'augmentation des décaissements en faveur de l'Égypte.

### *Les donateurs négligent l'éducation de base*

Les donateurs multilatéraux, dont les décisions relatives aux décaissements d'aide sont moins influencées par des liens historiques entre différents pays, semblent réduire la part de l'aide versée en faveur de l'éducation de base et préfèrent concentrer leurs efforts sur les enseignements secondaire et post-secondaire. La part de l'aide multilatérale en faveur de l'éducation de base est passée de 65 % en 2005 à 43 % en 2013 (voir **Figure 11**). La Banque mondiale, premier donateur multilatéral, a diminué la part de l'aide qu'elle verse en faveur de l'éducation de base : de 63% entre 2002 et 2004, elle est passé à 47% entre 2011 et 2013. De même, les institutions de l'UE, deuxième donateur multilatéral, ont versé 50 % du total de leur aide à l'éducation en faveur de l'éducation de base ; néanmoins, elles versent actuellement à peu près la même part en faveur de l'éducation de base et de l'enseignement post-secondaire, à savoir environ 40 % (voir **Figure 12**).

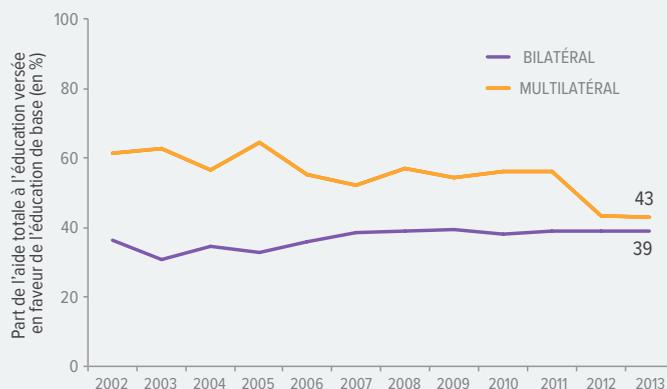
Parmi les grands donateurs bilatéraux, la part de l'aide en faveur de l'éducation de base a stagné, à 39 %, depuis 2007. La France, l'Allemagne et

le Japon continuent d'octroyer la plus grande partie de leur aide à l'enseignement post-secondaire, surtout pour soutenir les étudiants qui viennent étudier dans leurs pays. Le Royaume-Uni a diminué la part de ses décaissements d'aide en faveur de l'éducation de base : de 73 % au début de la décennie, ils sont passés à 57 % entre 2011 et 2013 ; en revanche, la part versée en faveur de l'enseignement secondaire a augmenté, passant de 14 à 22 % pendant la même période. Les Etats-Unis continuent d'octroyer près de 80 % de leur aide en faveur de l'éducation de base.

Il ne fait aucun doute que la portée de l'agenda international de l'éducation

**FIGURE 11**

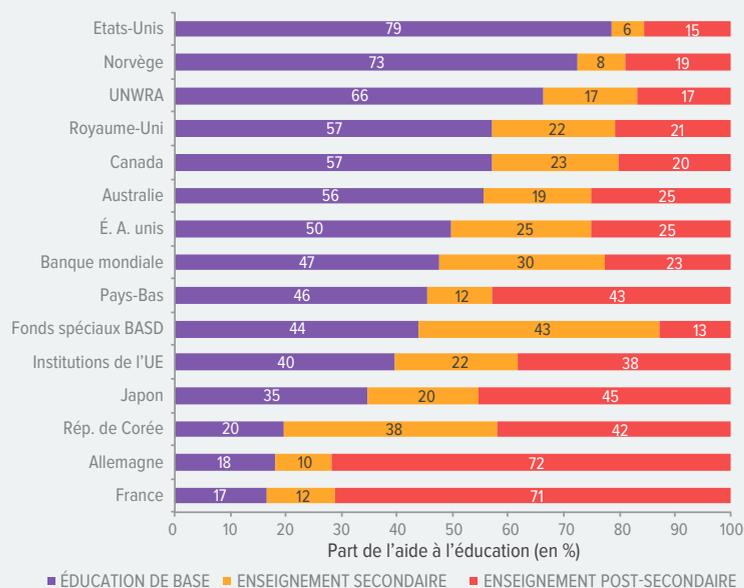
Part de l'aide totale à l'éducation versée en faveur de l'éducation de base, par type de donateur, entre 2002 et 2013



Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2015)

**FIGURE 12**

Part de l'aide à l'éducation, par niveau et par donateur, 2011–2013



Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2015)

s'étend au-delà de 2015 et il se peut que cela explique la préférence désormais accordée à l'aide en faveur de l'enseignement secondaire et post-secondaire au détriment de l'éducation de base. Cependant, il convient de ne pas oublier que l'analyse des coûts réalisée par l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous a identifié que pour les années comprises entre 2015 et 2030, l'éducation primaire subira à elle seule un déficit de financement annuel de 7,5 milliards de dollars US.

*L'aide à l'éducation n'atteint pas les pays qui en ont le plus besoin*

**Aide par groupe de revenu du pays**

Sur les 5,4 milliards de dollars US d'APD versés en faveur de l'éducation

de base en 2013, seulement 39 %, soit 2,1 milliard de dollars, ont été octroyés aux 34 pays à faible revenu. Cette part est restée relativement constante au cours des dix dernières années en dépit du fait qu'ils sont confrontés à certains des plus grands défis ne serait-ce que pour atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle. Bien que l'aide à l'éducation de base ait augmenté de 17 % entre 2012 et 2013, cette augmentation a principalement bénéficié à une poignée de pays. Myanmar compte pour 66 % de l'augmentation totale de l'aide à l'éducation de base versée aux pays à faible revenu. Quinze pays à faible revenu ont assisté à une baisse des volumes d'aide qui leur ont été octroyés entre 2012 et 2013.

Par ailleurs, parmi les pays à faible revenu, il existe de grandes disparités en termes d'aides allouées par habitant : entre 2011 et 2013, elles ont varié de 5 dollars ou moins en République Démocratique Populaire de Corée et au Tchad, à \$47 au Libéria. Bien que certains pays bénéficiaires, tels que la Afghanistan, Haïti et le Libéria ont assisté à une forte augmentation de l'aide qui leur a été versée par enfant au cours des dix dernières années, d'autres ont continué à être négligés par les donateurs d'aide au développement. En République centrafricaine, au République démocratique du Congo et au Tchad, l'aide est encore inférieure à 10 dollars US par enfant (voir **Figure 13**).

L'aide en faveur de l'enseignement secondaire a augmenté de 16 % dans les pays à faible revenu – soit à un rythme inférieur de moitié à celui observé dans

les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où l'aide a augmenté de 31 %. En dépit d'une augmentation globale, 18 des 34 pays à faible revenu ont pâti d'une réduction des décaissements d'aide en faveur de l'enseignement secondaire alors que les niveaux étaient déjà très faibles.

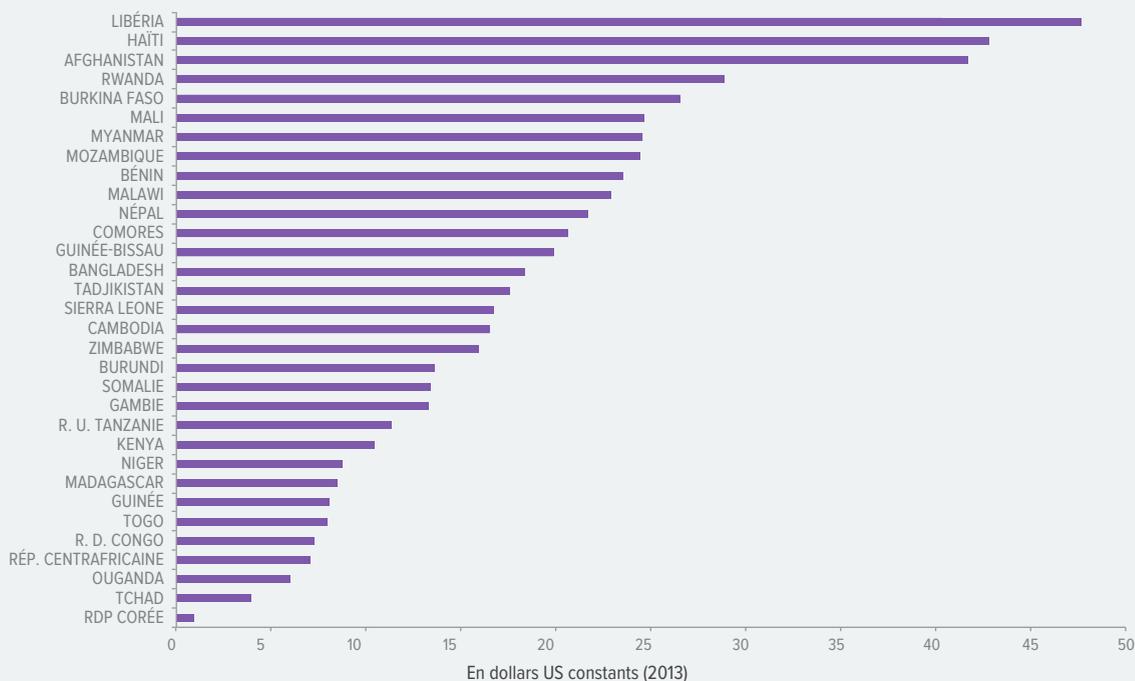
En ce qui concerne l'aide en faveur de l'enseignement post-secondaire, seulement 9 % des bourses ont été versées à des pays à faible revenu en 2013, alors que les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont perçu 43 % des décaissements totaux.

### Aide par région

Sur les 59 millions d'enfants et les près de 65 millions d'adolescents non scolarisés en 2013, la majorité vivait en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et de l'Ouest, et dans les États arabes. En dépit du fait que l'Afrique subsaharienne compte plus de la moitié de l'ensemble des enfants non scolarisés, l'aide en faveur de l'éducation de base octroyée dans la région n'a représenté que 33 % du total. En revanche, les États arabes n'abritent que 8 % des enfants non scolarisés et 6 % des adolescents non scolarisés, mais ont perçu 20 % de l'aide en faveur de l'éducation de base, et 19% de l'aide en faveur de l'éducation secondaire la Jordanie et la Palestine étant de loin les plus grands bénéficiaires. L'Asie du Sud et de l'Ouest, où la proportion

**FIGURE 13**

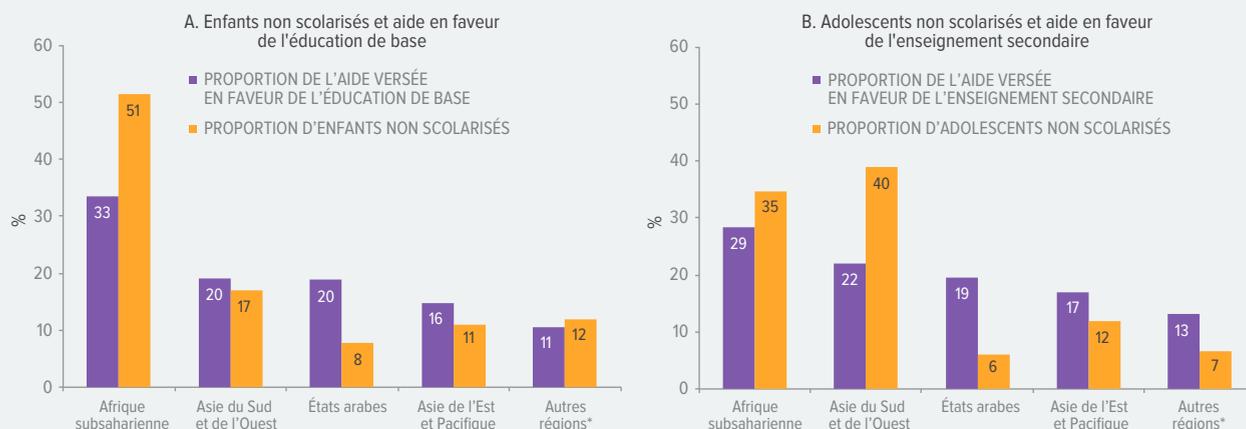
Aide en faveur de l'éducation de base par habitant, dans les pays à faible revenu, en dollars US, entre 2011 et 2013



Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2015)

**FIGURE 14**

Proportions des populations non scolarisées et de l'aide, par région, en 2013

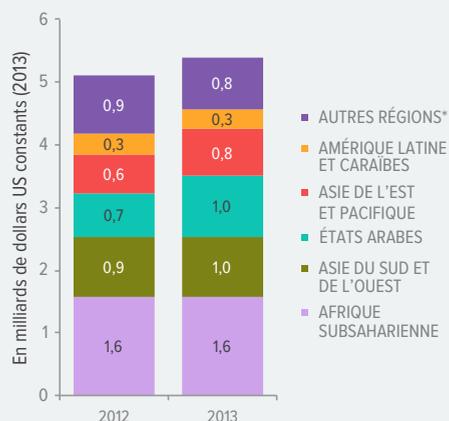


**Note :** Les autres régions comprennent l'Asie centrale, l'Europe centrale et orientale, et l'Amérique latine et les Caraïbes. La part de l'aide à l'éducation de base et à l'enseignement secondaire n'inclut pas l'aide aux régions non-spécifiées.

Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2015) et base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

**FIGURE 15**

Aide en faveur de l'éducation de base, par région, entre 2012 et 2013



**Note :** Les autres régions comprennent l'Asie centrale, l'Europe centrale et orientale. Les territoires d'outre-mer et pays/régions non-spécifiés.

Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous reposant sur le Système de notification des pays créanciers (2015).

d'adolescents non scolarisés est la plus élevée (42 %), a perçu 22 % des ressources d'APD octroyées en faveur de l'enseignement secondaire (voir **Figure 14**). L'Inde, qui a le plus grand nombre d'adolescents non scolarisés, a assisté entre 2012 et 2013, à une réorientation du soutien extérieur, de l'éducation de base vers l'enseignement secondaire : l'aide en faveur de l'éducation de base est passée de 100 à 27 millions de dollars US et dans le même temps, l'aide en faveur de l'enseignement secondaire est passé de 21 à 232 millions de dollars US.

L'accès universel à l'enseignement primaire n'a pas été atteint en Afrique subsaharienne et des ressources externes sont clairement nécessaires. Cependant, l'aide totale versée dans la région en faveur de l'éducation a baissé de 6 % entre 2012 et 2013, et l'aide en faveur de l'éducation de base a baissé de 1 % pendant la même période et a atteint 1,56 milliard de dollars US (voir **Figure 15**). Sur les 26 pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne, 12 ont assisté à des baisses du niveau des aides en faveur de l'éducation de base qui leur ont été versées. Ces pays comprennent le Malawi, où l'aide a baissé de près de moitié, passant de 81 à 44 millions de dollars US entre 2012 et 2013, et la République centrafricaine, où l'aide en faveur de l'éducation de base déjà faible en 2012, a à peine atteint 1 million de

dollars US en 2013. Ces pays seront loin d'atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle d'ici la fin de l'année 2015.

## Conclusion

Au Forum mondial sur l'éducation, à Incheon, en Corée du Sud, les gouvernements ont reconnu que le monde est loin d'avoir atteint l'objectif de l'éducation pour tous, mais ont exprimé leur soutien en faveur de l'Objectif de développement durable 4 proposé, « assurer une éducation inclusive, équitable et de qualité et à promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ». La Déclaration d'Incheon appelle à assurer « 12 années d'enseignement primaire et secondaire de qualité, gratuit et équitable, financé sur fonds publics, dont au moins 9 années obligatoires, débouchant sur des acquis pertinents » et à offrir « des possibilités pertinentes d'éducation et de formation aux très nombreux enfants et adolescents non scolarisés qui requièrent une action immédiate, ciblée et suivie, afin que tous puissent aller à l'école et apprendre. »

La communauté internationale est prête à se lancer dans ce nouvel agenda ambitieux alors que le nombre d'enfants et de jeunes adolescents augmente. Les données envoient un message sombre : nous devons atteindre les enfants les plus marginalisés qui risquent d'être durablement négligés car une attention plus grande est accordée aux niveaux supérieurs de l'éducation. Il est par conséquent essentiel d'orienter davantage de ressources vers les pays les plus éloignés de l'accès universel aux enseignements primaire et secondaire.

Les niveaux de l'aide ne sont pas revenus aux pics atteints en 2010 et les perspectives d'amélioration dans les années à venir sont incertaines. En 2013, l'aide en faveur de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure a atteint 6,2 milliards de dollars US, soit une fraction du déficit de financement. Dans leurs programmes d'aide, les donateurs doivent accorder la priorité à l'éducation et se focaliser sur les pays les plus pauvres, incapables de mobiliser suffisamment de ressources nationales pour atteindre les objectifs en matière d'éducation. Le Sommet d'Oslo sur l'éducation pour le développement et la Troisième conférence internationale sur le financement pour le développement, à Addis-Abeba, permettront de prendre la mesure réelle de l'engagement des donateurs.

1. Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (2015). *Réaliser la promesse non tenue de l'Éducation pour tous : résultats de l'Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés* (en anglais). ISU, Montréal. <http://on.unesco.org/oosci-global>
2. Pour en savoir plus, veuillez consulter le site du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (<http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=122>), ainsi qu'un rapport sur l'école dans le monde intitulé *L'Éducation sans frontières : un résumé* (en anglais) (<http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8575.pdf>).
3. Par "éducation de base", le Système de notification des pays créanciers du Comité d'aide au développement de l'OCDE entend l'enseignement primaire, l'éducation des jeunes et des adultes aux compétences nécessaires dans la vie courante et l'éducation de la petite enfance. Par "enseignement secondaire", on entend l'enseignement secondaire général et la formation professionnelle.
4. Par « santé », on entend les deux catégories incluses dans la base de données de l'OCDE sur les flux d'aide : santé, politique démographique et santé de la reproduction. Par ailleurs, 15 % du soutien budgétaire global ont été pris en compte afin de refléter les engagements pris par les gouvernements dans le cadre du Plan d'action de Maputo (2006).

UNESCO Institute for Statistics (UIS)  
C.P. 6128 Succursale Centre-ville  
Montreal, Quebec H3C 3J7 Canada  
Tel: +1-514-343-6880  
Fax: +1-514-343-5740  
<http://www.uis.unesco.org>

L'ISU est la principale source de statistiques sur l'éducation, utilisées pour faire le suivi des objectifs de l'Éducation pour tous et d'autres objectifs internationaux. Notre eAtlas sur les enfants non scolarisés vous permet d'explorer des données par le biais de cartes interactives, disponibles sur ce lien : <http://on.unesco.org/oosc-map>.



EFA Global Monitoring Report  
c/o UNESCO  
7, place de Fontenoy  
75352 Paris 07 SP, France  
Email: [efareport@unesco.org](mailto:efareport@unesco.org)  
Tel: +33 (1) 45 68 10 36  
Fax: +33 (1) 45 68 56 41  
[www.efareport.unesco.org](http://www.efareport.unesco.org)

Développé par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous est une référence qui vise à informer, influencer et à soutenir un véritable engagement envers l'éducation pour tous.



© UNESCO  
2015/ED/EFA/MRT/PP/22